

## Questions orales

[Traduction]

## LA FONCTION PUBLIQUE

## LA RÉDUCTION PAR ATTRITION

**M. Don Ravis (Saskatoon-Est):** Monsieur le Président, de prétendus licenciements dans la fonction publique ont récemment soulevé bien des remous injustifiés.

Je tiens à répéter que notre gouvernement a l'intention de parvenir à cet objectif grâce à une réduction naturelle des effectifs et non à des licenciements massifs. Nous nous sommes engagés à réduire la taille de la fonction publique fédérale, que le gouvernement libéral précédent avait laissé se développer beaucoup plus vite que l'économie.

Comme leurs concitoyens à travers tout le pays, mes électeurs de Saskatoon-Est m'ont dit qu'ils souhaitaient avoir à Ottawa une administration aux effectifs dégraissés et efficaces. Nous avons annoncé notre intention de dégraisser la fonction publique fédérale pendant la campagne électorale de 1984. Nous avons mis en place la politique actuelle avec le budget de mai 1985.

Nous n'avons jamais eu l'intention de supprimer tous les postes du jour au lendemain. Nous nous sommes engagés à diminuer les dépenses du gouvernement et à supprimer 15,000 emplois dans la fonction publique canadienne d'ici 1990. Les Canadiens nous ont aussi dit qu'ils ne voulaient pas qu'on licencie 15,000 personnes pour autant, et nous ne le voulons pas non plus. Ce n'est pas comme cela que nous voulons atteindre nos objectifs. Nous voulons au contraire réduire la taille du gouvernement fédéral grâce à une réduction naturelle des effectifs dans tous les cas où ce sera possible.

● (1415)

Pour vous donner une idée du réalisme et de l'efficacité de cet objectif, je voudrais vous citer les derniers chiffres que nous a communiqués le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret). Les chiffres en provenance de tous les ministères montrent que sur 5,000 employés fédéraux de tout le Canada dont les emplois ne seront pas renouvelés après mars 1987, 700 seulement au maximum risqueront d'être licenciés. Nous avons pris des dispositions pour leur permettre de se recycler ou de trouver un emploi en priorité. Alors qu'on cesse de brandir l'épouvantail...

**M. le Président:** Je regrette d'informer le député que son temps de parole est épuisé.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

## L'ÉNERGIE

## LE PRIX DE L'ESSENCE À VANCOUVER

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Quand elle était critique de l'énergie de ce côté-ci de la Chambre, elle se plaignait régulièrement du fait que les automobilistes américains étaient

mieux traités que les Canadiens. Pas plus tard que le 31 janvier 1984, elle a déclaré que cette situation entraînait un manque à gagner de 2 milliards de dollars pour notre industrie touristique, comme en atteste le harsard. Je voudrais demander à la ministre, puisque nous représentons tous deux des circonscriptions voisines à Vancouver, pourquoi le plein d'essence d'une famille moyenne à Vancouver lui coûte \$13 de plus que de l'autre côté de la frontière, à Seattle.

**M. Crosbie:** Demandez-le à Marc Lalonde.

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, le très honorable représentant parle des prix à Vancouver. Je voudrais lui préciser que si l'on se réfère aux chiffres qu'il a mentionnés à la Chambre l'autre jour, le prix de l'essence a en fait diminué, puisqu'il a parlé de 47c. le litre, alors que le litre d'essence coûtait 50c. à Vancouver quand il était premier ministre.

**Des voix:** Oh, oh!

## L'ACCORD DE L'OUEST SUR L'ÉNERGIE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, mettons un peu les points sur les «i».

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Quand la ministre a annoncé son accord sur l'énergie en mars, le plein d'essence coûtait \$7 de moins qu'aujourd'hui à Vancouver. Que dit-elle de celle-là?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, le très honorable représentant sait que nous avons déréglementé l'industrie et qu'il faut donner à l'industrie et aux consommateurs la chance de bénéficier de l'évolution des cours dans le système. Je voudrais préciser que quand le gouvernement libéral a mis en place l'Office national de l'énergie...

**Une voix:** Vous voulez dire le «programme».

**Mlle Carney:** ... les consommateurs canadiens ont encaissé une augmentation du prix de l'essence de 80 p. 100.

[Français]

## ON DEMANDE POURQUOI L'ESSENCE EST PLUS CHÈRE À MANICOUAGAN QUE DANS L'EST DES ÉTATS-UNIS

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, la ministre n'est pas trop capable de comparer les prix à Vancouver et à Seattle.

Pour ma part, j'aimerais savoir si la ministre pourrait expliquer pourquoi dans la circonscription du Manicouagan, la circonscription du premier ministre du Canada, ses commettants paient \$13 de plus pour l'essence pour une voiture que dans l'Est des États-Unis, juste de l'autre côté de la frontière?

[Traduction]

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, nous avons dit et répété à la Chambre que ce n'est pas le gouvernement qui fixe le prix de l'essence, mais que ce sont les forces du marché, qui sont dictées par le coût des transports et de la distribution et par la concurrence dans les zones de marché.